

Espérances

Espérances Le président du Conseil changea soudain d'avis : il remplaça un navire par un autre et avança son retour de deux jours après l'avoir déjà avancé d'une quinzaine. Peut-être changera-t-il encore d'avis, substituant un bâtiment à un autre, avançant son retour de quelques heures, d'un jour, de deux jours ou davantage. Il peut sembler que l'urgence commande la hâte ; il peut sembler que la nécessité presse ; il peut même sembler que, si sa santé lui permettait de voler avec une aile, deux ailes ou plusieurs ailes encore, le président du Conseil ne reculerait pas devant un retour par les airs plutôt que par la mer.

Mais le public n'attend rien de bon de cette précipitation, de cette impatience et de cette volonté obstinée de revenir si vite. On n'accueille pas une telle hâte avec optimisme ni avec sérénité. Les gens savaient leur chef de gouvernement heureux du climat européen, amateur de son air et de ses eaux, attaché à cette douceur tempérée qui rend les forces et favorise la guérison. Lorsqu'ils apprirent qu'il s'en était brusquement lassé, ils cherchèrent des raisons et des explications, sans trouver dans la vie égyptienne ni dans la vie ministérielle rien qui pût justifier une telle urgence.

Certains affirmèrent que le président du Conseil désirait depuis longtemps rentrer en Égypte pour des raisons touchant aussi bien à la politique intérieure qu'aux affaires internationales. Les récits concernant les missionnaires et le prosélytisme l'auraient profondément troublé, et il semblerait que la politique du ministère dans cette affaire ne lui eût pas apporté entière satisfaction. Il tenait donc à surveiller lui-même la situation de près, afin que les refuges poussent de terre comme les récoltes poussent des champs, mais sans délai ni lenteur, et afin que certains établissements que le ministère n'avait pas encore réussi à fermer fussent enfin supprimés.

On disait aussi qu'il avait appris que le désordre public s'était aggravé au point de devenir inquiétant et oppressant, et que la politique du gouvernement pour rétablir la sécurité et calmer les esprits ne lui inspirait pas une confiance absolue. Il souhaitait donc diriger cette politique lui-même et de près, afin que les cœurs demeurent paisibles dans les poitrines, les esprits fermes dans les têtes, et le sang libre de couler dans les veines sans craindre que celles-ci n'éclatent.

On racontait encore qu'il avait pris connaissance du nuage venu du Yémen, étendant son ombre sur tout le monde arabe, et dont les éclairs et le tonnerre annonçaient jour et nuit la possibilité d'une guerre terrible entre les deux rois arabes, guerre qui infligerait aux musulmans de lourds malheurs.

Le président du Conseil aurait donc préféré rentrer au plus vite afin que le gouvernement égyptien puisse réconcilier les deux souverains comme Haram ibn Sinan réconcilia jadis Abs et Dhubyan, ou bien assurer à l'Égypte une neutralité ferme et honorable si l'arbitrage et la paix venaient à échouer.

On disait enfin qu'il observait avec inquiétude la crise assyrienne en Irak et le différend qui en était né entre l'Irak et la France, et qu'il avait résolu pour cette raison de rentrer rapidement afin d'intervenir honorablement entre les deux parties et leur éviter le recours à la Société des Nations à Genève.

Tous ces discours n'avaient d'autre but que de dissiper la peur inspirée au public par ce retour précipité, et de convaincre les gens que le président revenait chargé de bienfaits, de sécurité et de stabilité politique, décidé à demeurer au pouvoir jusqu'à ce que l'opposition elle-même disparaisse et que le Wafd ne soit plus qu'un souvenir d'histoire. Mais le peuple écoutait ces propos d'une oreille distraite et les laissait aussitôt s'évanouir. L'affaire des missionnaires était ancienne, disaient-ils, et les troubles de la sécurité plus anciens encore ; si le président avait vraiment voulu revenir pour ces raisons, il serait revenu depuis longtemps.

Et puis, ajoutaient-ils, l'Égypte n'avait rien à faire dans les querelles de l'Arabie, ni l'habitude d'intervenir entre nations en conflit, musulmanes ou non. L'Égypte était enfermée dans ses propres soucis, absorbée par ses difficultés passagères et permanentes. Le président du Conseil ne revenait donc pas pour réconcilier le Najd et le Yémen, ni pour rapprocher la France et l'Irak. Il revenait parce qu'un événement venait de se produire, événement qui ne présageait rien de bon.

Or cet événement n'était venu ni de l'Est ni du Sud, mais d'Angleterre. Et quel événement pouvait venir d'Angleterre sinon le transfert du Haut-Commissaire du Caire à Ankara ? Le peuple restait donc convaincu que le retour précipité du président du Conseil était lié à ce transfert.

Il semble que le gouvernement — ou du moins les milieux gouvernementaux — ait perçu cette inquiétude et cherché à rassurer l'opinion. Ainsi des oiseaux porteurs de calme et de sécurité commencèrent à traverser le ciel égyptien. Un journal du soir annonça que le Haut-Commissaire avait bien été transféré, mais pas de manière complète ni définitive : il irait à Ankara après avoir séjourné plusieurs mois en Égypte, continuant entre-temps à exercer pleinement ses fonctions.

Le Haut-Commissaire était donc transféré tout en demeurant sur place, partant tout en restant, accrédité auprès des Turcs mais toujours imposé à l'Égypte. Cela signifiait que le gouvernement disposait encore d'un répit et d'un espace de survie. Il ne quitterait pas soudainement le peuple, ni ne disparaîtrait brusquement du pays comme le chef du Wafd avait disparu des provinces du Sud dans

un train lancé à toute vitesse. Il prendrait congé lentement et solennellement, échangeant présents et marques d'affection afin de prolonger le souvenir et l'attachement.

Et qui sait ? Peut-être ces mois pendant lesquels le Commissaire transféré mais immobile demeurerait parmi nous verraient-ils les négociations attendues et la signature du traité inévitable. Les deux amis — le président du Conseil et le représentant britannique — se sépareraient alors après avoir accompli, au crépuscule de leur carrière politique, ce qu'ils n'avaient pu réaliser aux jours où la fortune leur souriait encore.

Un autre journal du matin, probablement *Al-Ahram*, affirma aujourd'hui que le président du Conseil n'était atteint d'aucune maladie et n'envisageait nullement de démissionner. Il était resté constamment en relation avec le gouvernement égyptien, dirigeant les affaires de loin, mais désirait désormais s'en rapprocher « à deux portées d'arc ou moins encore ». Voilà pourquoi il avait hâté son retour. Il entendait poursuivre sa route sans dévier ni vers le repos ni vers la démission. Quant aux hauts-commissaires, qu'ils partent ou qu'ils viennent, ils étaient tous semblables à ses yeux.

Un autre journal encore, probablement *Al-Sha'b*, publia des propos plus rassurants encore. Il affirma avoir interrogé un ministre — mieux encore, le ministre précisément compétent dans cette affaire : le nouveau ministre des Affaires étrangères. *Al-Sha'b* et *Al-Ittihad* découvrirent ainsi que le ministre ne savait rien de plus au sujet du transfert du Haut-Commissaire que les simples lecteurs de journaux.

Cet entretien contribua fortement à répandre le calme dans l'atmosphère politique égyptienne. Comment ne pas être rassuré sur la stabilité du gouvernement si le transfert du Haut-Commissaire n'était qu'une affaire ordinaire et insignifiante ? Les ministres eux-mêmes n'en savaient pas davantage que les lecteurs des journaux. Si l'affaire avait présenté la moindre importance, le gouvernement aurait été consulté ou du moins informé.

Plus rassurante encore fut la réponse du ministre des Affaires étrangères lorsqu'on lui demanda si les journaux anglais disaient vrai en affirmant que le transfert du Haut-Commissaire ne signifiait aucun changement dans la politique britannique envers l'Égypte. Le ministre répondit par cette formule singulière propre aux diplomates, pleine d'assurance et de sérénité : « Et pourquoi cela ne serait-il pas vrai ? »

Cette réponse était elle-même une question. En vérité, *Al-Sha'b* et *Al-Ittihad* auraient dû y répondre. Mais ils ne le firent pas, car la réponse véritable n'appartenait ni à eux, ni au ministre, ni même aux journaux anglais. Elle appartenait à d'autres qui ne s'étaient pas encore exprimés clairement, mais

qui parleraient peut-être après le retour du président du Conseil.

Quoi qu'il en soit, ces oiseaux d'espérance continuaient de voler dans le ciel égyptien, répandant le calme et l'apaisement. Et l'on peut penser que d'autres oiseaux suivront bientôt les premiers. Dans quelques jours, on n'entendra plus qu'un seul cri résonner dans tout le pays : jamais le gouvernement n'avait été aussi fort qu'en ces jours-ci.

Ainsi l'ancien poète disait vrai :

Que la vie serait étroite sans l'immense espace de l'espérance.

Et l'antique poétesse disait vrai elle aussi :

*N'eût été la multitude des pleureurs autour de moi,
pleurant leurs frères,
je me serais donné la mort.*

*Ils ne pleurent pas un frère semblable au mien,
mais je console mon âme par la patience.*

*Le lever du soleil me rappelle Sakhr,
et chaque coucher de soleil me le rend présent.*

Tout ce que nous espérons, c'est que le ciel égyptien demeure, quelques jours au moins, livré à ces oiseaux d'espérance, et qu'aucun autre oiseau n'apparaisse — oiseaux envoyés par les journaux anglais ou par le Foreign Office britannique — annonçant le désespoir et appelant chacun à se sauver tant qu'il en est encore temps.